

La dynamique kurde en Syrie dans le contexte géopolitique de l'après-Assad

Cyril Roussel, Aimad Hesso | 17 décembre 2025 | ARTICLES | 



Le 10 mars 2025, l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES) a signé [un accord historique](#) avec le gouvernement de transition syrien, marquant ainsi, pour la première fois dans l'histoire moderne de la Syrie, l'obtention par les forces kurdes d'une légitimité politique et juridique dans le processus de transition engagé depuis la fin du régime du clan Assad. Cependant, [la déclaration constitutionnelle](#) unilatérale du président Ahmed al-Charaa du 13 mars a menacé ce fragile consensus, créant de nouvelles tensions internes rapidement éclipsées par des développements géopolitiques majeurs, parmi lesquels l'abandon – certes encore partiel – des sanctions ; les massacres dans les régions peuplées de minorités religieuses ; et, enfin, les tensions avec Israël.

Ce texte examine un pan de la dynamique politique complexe en cours en Syrie, en se concentrant sur l'émergence des forces kurdes en tant qu'acteur régional clé dans un contexte de soutien occidental, de rivalités régionales et de fragilité du gouvernement de transition à Damas. En effet, après les massacres à l'encontre des communautés alaouites et druzes, l'AANES représente pour une part des Syriens, essentiellement ceux issus des minorités toujours sceptiques face à la coloration islamiste du nouveau régime, une autre voie que celle d'Ahmed al-Charaa, jugée dirigiste et centralisée. Les Kurdes pourront-ils négocier avec Al-Charaa et l'inciter à accepter une vision plus inclusive de la Syrie de demain ? À l'heure où des avancées semblent se [concrétiser dans le domaine militaire](#) entre Damas et les Forces démocratiques syriennes (FDS) – mouvement armé qui protège le territoire de l'AANES – quelle place peuvent jouer les forces kurdes dans ce pays en redéfinition ?

L'accord de mars 2025, la crise Damas-Qamishli et les lignes rouges d'Al-Charaa

Selon Mizkin Ahmed, coprésidente du bureau diplomatique de l'AANES à Bruxelles avec laquelle nous nous sommes entretenus par téléphone, l'accord du 10 mars 2025 a rapidement été perçu par les Kurdes de Syrie comme une « porte d'entrée vers des négociations » avec Damas. Pour Badran Jia Kurd, coprésident du Conseil exécutif de l'AANES, également joint au téléphone, l'accord constitue « un jalon historique pour la reconnaissance des droits des Kurdes ».

Cependant, 3 jours plus tard, le 13 mars, le président syrien signait unilatéralement une déclaration de nouvelle constitution, annonçant une feuille de route sur 5 ans pour la construction d'une « nouvelle Syrie », tout en réaffirmant l'unité de son territoire. Le caractère islamique plus affirmé de la nouvelle constitution, mais surtout le maintien de la conception arabiste de la nation syrienne, qui ne fait aucune mention des droits des Kurdes ou d'une quelconque « autonomie », [a choqué de nombreux observateurs dans la sphère politique kurde](#). Par ailleurs, une différence importante entre ce document et les constitutions précédentes (1973 et 2012) crispe les minorités en Syrie : auparavant, il était stipulé que la jurisprudence islamique était « une source principale de la législation » ; en 2025, elle devient « la source principale de la législation ». En outre, la nouvelle constitution à venir confère des pouvoirs extraordinaires au président, sans contrepoids significatif, créant ainsi ce que de nombreux Syriens considèrent comme un autre système autoritaire, qui trahit les aspirations démocratiques de la révolution. Des membres de l'AANES, notamment des minorités, ont tout particulièrement critiqué cette déclaration pour son caractère non inclusif, qui « [contredit la réalité de la Syrie et sa diversité](#) ». Pour eux, ce projet constitutionnel en devenir rentre en contradiction avec l'accord signé avec les FDS, reflétant un profond changement géopolitique, qui place dorénavant les Kurdes en confrontation avec Damas.

À la suite de cette crise constitutionnelle, les partis kurdes ont convoqué une rencontre transversale, qui a marqué un tournant important dans la dynamique des négociations. Appelée « Conférence pour l'unité de la position kurde », elle s'est tenue à Qamishli, dans le Nord-Est de la Syrie, le [26 avril 2025](#). Ce rassemblement historique a réuni plus de 400 personnalités politiques, civiques et indépendantes kurdes de Syrie, d'Irak, de Turquie et d'autres régions afin d'articuler une vision politique unifiée pour le peuple kurde dans le paysage syrien post-Assad. Les revendications de la délégation unifiée se sont centrées sur la reconnaissance des droits kurdes et des administrations autonomes au sein d'une Syrie « décentralisée », en évitant soigneusement le terme « fédéral », qui incommode les dirigeants arabes syriens, ces derniers accusant les Kurdes de chercher à diviser la Syrie. La conférence de Qamishli défend en réalité la vision d'une Syrie décentralisée et démocratique, avec des garanties constitutionnelles sur les droits kurdes. Loin de prôner un séparatisme des Kurdes, elle semble plutôt viser à leur intégration au sein d'un État unifié, tout en préservant leur identité culturelle et politique.

À l'issue de la conférence du 26 avril, une délégation a été mandatée pour négocier spécifiquement au sujet des droits du peuple kurde en Syrie, tandis que les FDS (la branche armée de l'AANES) ont en amont mis en place une délégation distincte pour représenter la totalité de la région autonome du Nord-Est de la Syrie, composée d'Arabes, de Kurdes et d'autres minorités. Durant l'été 2025, [une nouvelle conférence à Hassaké](#) a regroupé, autour de l'AANES, les principales tendances de l'opposition démocratique à Al-Charaa (dont des représentants druzes et alaouites) pour appeler à la mise en place d'une nouvelle constitution plus inclusive et d'une Syrie moins centralisée.

Les FDS et leur Conseil démocratique syrien (*Meclîsa Sûriya Demokratîk*), aile politique qui contrôle les administrations autonomes mises en place depuis 2013, considèrent ces gains comme acquis et non négociables. Ils ont rejeté la déclaration constitutionnelle unilatérale du président syrien par intérim, ce qui explique pourquoi les négociations entre Damas et Qamishli n'ont guère progressé. Même si plusieurs réunions se sont déjà déroulées, aucun résultat concret n'en est ressorti : cette situation pourrait persister longtemps, car ce que les Kurdes réclament, Al-Charaa n'est pas prêt à l'accepter. Le gouvernement transitoire a déclaré que la division territoriale représentait une « ligne rouge », signalant un durcissement des positions qui complique considérablement le processus de négociation.

L'allègement des sanctions et la carte du Golfe : une option risquée ?

Le 23 mai 2025, l'administration Trump annonçait, à la suite d'accords conclus à Riyad le 14 mai, la suspension des sanctions imposées à la Syrie, ce qui ne signifie pas encore leur abandon. La visite historique du président syrien à Washington, le [10 novembre 2025](#), a montré que ce dossier crucial pour l'économie syrienne demeure, avec ceux du terrorisme et de la sécurité interne, prioritaire. Sur le volet sécurité et terrorisme, [conséquence de la visite d'Al-Charaa à la Maison-Blanche](#), la Syrie rejoint officiellement la coalition contre l'État islamique (EI). Précédemment, les États-Unis avaient accepté l'idée, dès le mois de mai, d'intégrer les [combattants ouïghours de Chine](#) et d'autres pays encore présents en Syrie (comme le Parti islamique du Turkestan, PIT) dans le nouveau cadre sécuritaire syrien. Cette stratégie, qui évite l'expulsion de combattants islamistes radicaux étrangers, vise à empêcher qu'ils ne rejoignent l'EI ou qu'ils ne quittent le pays et se livrent à des activités terroristes.

Cependant, elle représente un pari risqué. La question reste en effet de savoir si Damas peut réellement contrôler ces combattants venus pour le djihad international. Que se passera-t-il si des poursuites judiciaires internationales sont engagées à leur encontre en cas de violences, comme lors des récents massacres [alaouites](#) et [druzes](#), événements auxquels ils sont [accusés d'avoir participé](#) ? Sur ce point, la position américaine reste floue. Et cela crispe tout particulièrement les minorités religieuses syriennes, ainsi qu'une partie des dirigeants kurdes de l'AANES qui œuvrent pour un système politique plutôt séculier.

Au cours de sa [tournée au Moyen-Orient au printemps 2025](#), le président Trump a confirmé que l'Arabie saoudite restait le partenaire privilégié des États-Unis dans la région ; le Qatar et les Émirats arabes unis se positionnant derrière Riyad en tant que force régionale. [En promettant d'investir](#) plus de 2 000 milliards de dollars américains dans l'économie de défense et de l'énergie aux États-Unis, ces pétromonarchies du Golfe prennent en charge une bonne partie des coûts de la défense états-unienne au Moyen-Orient. [Ce positionnement de Donald Trump dans la région](#) représente une tentative d'externaliser les affaires syriennes à l'Arabie saoudite, nouvel acteur majeur régional, donnant à la Syrie une chance de se reconstruire.

Cependant, cette politique comporte des risques pour le pays, car les États du Golfe ne font pas de la démocratie une priorité pour les Syriens. Chacune de ces monarchies conserve son propre agenda : Émirats arabes unis et Arabie saoudite tentent surtout de [contrer l'influence turque](#) en se positionnant comme des acteurs diplomatiques dans les tensions internes en Syrie. Riyad a développé des relations étroites avec l'AANES : le cheikh [Mahmoud al-Muslat al-Djoubouri](#), de la tribu des Djoubour, membre du Conseil démocratique syrien, a par exemple été un acteur de ce rapprochement. D'anciens rebelles du Front sud (région de Deraa), qui étaient soutenus par Abu Dhabi depuis des années, s'étaient opposés à Ahmed al-Charaa. Leur chef de file, [Ahmad al-Awda](#), a cependant été lâché à la suite de la visite du président syrien par intérim dans la capitale émiratie en [avril 2025](#). Plus récemment, [Abu Dhabi est entré en contact étroit avec Israël sur la question druze syrienne](#), ainsi qu'avec l'un des chefs religieux druzes de Souweïda, le cheikh Hikmat al-Hijri. De son côté, le [Qatar, aligné sur la Turquie](#), apporte un soutien financier à Damas.

Finalement, chacun privilégie son influence régionale, au détriment d'une Syrie pacifiée. Tous se satisfont grandement du fait que la Syrie ne soit plus aux mains de l'Iran, ce dernier étant maintenu dans un état d'affaiblissement par les États-Unis, notamment au niveau de ses prétentions nucléaires. Déléguer ainsi aux puissances du Golfe le devenir de la Syrie n'augure rien de bon pour la stabilité future du pays.

Des dynamiques sécuritaires régionales favorables aux Kurdes

Une force armée fragmentée

Damas n'est pas parvenue à [unifier les différentes factions armées](#) opérant en Syrie, en particulier celles regroupées sous l'appellation « Armée nationale syrienne », qui continue d'être [soutenue et financée par la Turquie, et ce, depuis 2017](#). Le contrôle turc exercé sur ces factions armées signifie, dans un sens, que la Turquie peut les déployer dans la direction de son choix, contre les Kurdes ou tout autre groupe s'opposant aux intérêts turcs. De plus, Damas apparaît extrêmement affaiblie par un ensemble de factions militaires divisées, tribales ou locales, qui possèdent leur propre programme (on pense au cas de [Deraa](#) où les violences sont sporadiques, ou aux [tribus arabes de l'Euphrate](#)). Pour l'instant, son armée hétéroclite, privée de matériel militaire, ne semble pas en mesure d'entreprendre une aventure militaire contre les Kurdes.

De plus, [la menace de l'EI a ressurgi en Syrie](#), principalement dans les régions désertiques du Centre-Est. Les causes de tensions et de rancœurs sont diverses et propres à chaque région de Syrie, mais globalement l'intégration de [combattants djihadistes internationaux](#) a pour le moment empêché le pays d'évoluer vers une véritable accalmie sécuritaire, même si Washington semble convaincu du contraire. Au cours d'entretiens réalisés avec des habitants de Souweïda, nous avons constaté qu'avec les massacres du printemps et de l'été 2025 contre les minorités religieuses alaouites et druzes, nombre de leurs membres souhaitent désormais la « partition » (« *taqsiim* »). Cette [position est partagée](#) par une partie des habitants et des dirigeants de l'AANES. Le recours à cette nouvelle armée syrienne, composée de divers groupes islamistes, a montré de sérieuses limites lors des interventions sur la côte syrienne et dans la montagne druze. Pour lutter efficacement contre le terrorisme de l'EI, cette armée manquera cruellement de crédibilité. Cette situation maintient la Syrie dans un état d'instabilité, et offre un terrain fertile pour divers scénarios de conflits locaux.

Une présence occidentale durable

Les forces armées américaines resteront à n'en pas douter dans la région du Nord-Est syrien, et plusieurs raisons stratégiques l'expliquent. La question des [prisonniers djihadistes détenus dans les centres de détention](#) de l'AANES en est une. Puisque seul [Bagdad rapatrie progressivement](#) une partie des effectifs irakiens à ce jour, les États-Unis continuent de seconder les FDS sur ce dossier. La Turquie, qui menace toujours la région d'une intervention, entre également dans l'équation. Mazloum Abdi, chef des FDS, a menacé de cesser de surveiller les prisons djihadistes [si les États-Unis n'intervenaient pas pour empêcher les actions de la Turquie](#) (intrusion et ciblage de personnalités kurdes par drones essentiellement). La menace s'est sensiblement atténuée depuis début 2025, notamment à la suite du dégel des relations entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et Ankara, le premier ayant notamment annoncé [son démantèlement et la fin de la lutte armée](#), et après l'accord de mars 2025 entre Mazloum Abdi et Ahmed al-Charaa à Damas.

Enfin, le partenariat États-Unis-FDS permet à Washington de continuer à surveiller les agissements de l'Iran dans la région, tout en conservant une importante carte politique à l'intérieur de la Syrie. Les forces kurdes laïques demeurent un acteur important de l'équation politique syrienne en maintenant un équilibre précaire avec le nouveau pouvoir syrien, mais en même temps, dans cet environnement tendu, elles ne pourraient pas tenir sans le soutien de l'Occident face à Ankara et Damas. Le maintien d'environ 1 000 soldats américains sur le territoire sous le contrôle des FDS constitue à la fois une garantie de sécurité et un atout diplomatique. De récentes déclarations de responsables militaires américains ont souligné leur engagement à maintenir cette présence. Le général Michael Kurilla, chef du Commandement central américain (USCENTCOM), a indiqué lors de sa visite en février 2025 dans le Nord-Est de la Syrie, que les forces américaines continueraient à soutenir les opérations de stabilisation menées par les FDS.

Les tribus arabes de Djézireh : une faiblesse de l'AANES

Depuis que les Kurdes ont impulsé le processus d'autonomie politique dans le Nord-Est syrien (fin 2013), une partie de la population arabe locale supporte difficilement leur domination. De plus, la création des FDS arabo-kurdes, souhaitée et appuyée par les États-Unis depuis 2015, n'a pas permis de gommer les réticences d'une partie des Arabes à l'égard de l'AANES. Depuis des années, certains notables arabes locaux souhaitent rejoindre l'État syrien et retourner sous la coupe de Damas.

En Djézireh, région à l'est de l'Euphrate, plus de la moitié de la population est arabe ; et même si les Kurdes, surtout grâce à la présence des États-Unis, ont réussi à rallier des notables tribaux arabes à l'administration autonome, il n'en demeure pas moins qu'une partie des communautés leur demeure hostile. Cela explique la persistance de cellules de l'EI au sein des populations locales de la région, mais aussi de tensions qui ont émergé bien avant le départ de Bachar el-Assad.

En 2023, plus particulièrement, des tribus arabes s'étaient soulevées et rebellées contre la gouvernance kurde dans la région de Deir ez-Zor. Au cours de l'été, Ahmad al-Khabil, l'ancien chef du conseil militaire de la ville, avait été arrêté par les FDS pour corruption, ce qui avait déclenché une insurrection armée, causant des victimes dans les deux camps. Mais ce soulèvement s'expliquait surtout par le mécontentement des chefs tribaux à l'égard de l'administration autonome. Ils réclamaient davantage de participation au sein de l'AANES, c'est-à-dire des postes de responsabilité et surtout un meilleur partage des ressources locales, car la région est riche en pétrole. Dans un entretien réalisé en 2024 dans la région, un responsable arabe du Conseil démocratique syrien de Deir ez-Zor, Ghassan al-Youssef, affirmait que « pour de nombreux habitants et certains chefs tribaux, les Kurdes pillent la région de ses ressources à leur profit. [...] L'administration autonome, perçue comme kurde, est détestée à Deir ! Il y a un fort ressentiment de la population locale à son encontre, on ne peut pas le nier. »

*
* *

2025 a encore été une année de violence en Syrie. Pour le moment, le contexte géopolitique régional fait perdurer le modèle de gouvernance arabo-kurde (AANES), car l'instabilité semble créer de nouvelles opportunités pour les manœuvres diplomatiques. Le jeu complexe d'acteurs locaux et régionaux en concurrence crée un potentiel de triangulation favorable aux forces kurdes, tandis que la déstabilisation régionale met en évidence la stabilité territoriale des FDS comme un atout stratégique précieux. La combinaison de leur influence économique grâce aux ressources énergétiques, de leur capital diplomatique grâce à la gestion des prisonniers de l'EI et de leurs partenariats stratégiques avec les puissances occidentales positionne les forces kurdes non seulement comme un acteur régional clé, mais aussi comme un partenaire indispensable à la reconstruction de la Syrie.

Pourtant, tout ne fonctionne pas parfaitement au sein des territoires sous le contrôle de l'alliance arabo-kurde et l'évolution de la situation politique interne en Syrie reste bloquée. Le rejet catégorique par Damas de la décentralisation territoriale, considérée comme une « ligne rouge », indique que la voie à suivre sera plus complexe que prévue. L'émergence de deux voies de négociation distinctes, l'une pour les droits spécifiques aux Kurdes et l'autre pour une représentation plus large du Nord-Est de la Syrie, reflète à la fois la sophistication stratégique des Kurdes et les contradictions inhérentes à leur position. Le fait que les Kurdes évitent soigneusement la terminologie « fédérale » au profit d'une gouvernance « décentralisée » démontre leur conscience des sensibilités arabes syriennes, mais le rejet de Damas suggère que même les compromis sémantiques ne suffisent pas à combler le fossé entre les aspirations à l'autonomie kurde et les impératifs d'unité syrienne.

Les prochaines années détermineront si les FDS pourront passer d'une force militaire régionale à une entité politique permanente dans le cadre syrien ou si le pays risque de replonger dans le conflit. Leur succès dépendra de la mise en place de modèles de gouvernance inclusifs qui tiennent compte de la diversité des communautés syriennes, de la préservation des acquis de l'autonomie obtenue depuis 2013 et surtout du soutien extérieur qui garantit leur pérennité. La visite de Mazloum Abid à Damas, le 7 octobre 2025, et celle du président syrien par intérim à Moscou, le 15 octobre 2025, apparaissent comme des

étapes d'un processus qui ne fait que débiter et dont il est trop tôt pour y entrevoir l'aboutissement, tant le chemin semble semé d'embûches.

Crédits photo : [Wirestock](#)

— • — — • • — • — • •

Cyril Roussel, Aimad Hesso

Cyril Roussel est géographe et chercheur au CNRS et à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO). En 2011, il publie sa thèse « L'espace communautaire des Druzes du Sud de la Syrie : des stratégies de création d'un territoire à celles de la mobilité ».

Aimad Hesso, docteur en sciences politiques, a soutenu en 2018 une thèse intitulée « Kurdistan syrien (Rojava) : histoire, géographie et géopolitique ».

Comment citer cette publication

Cyril Roussel, Aimad Hesso, « La dynamique kurde en Syrie dans le contexte géopolitique de l'après-Assad », *Le Rubicon*, vol. 5, 17 décembre 2025 [<https://lerubicon.org/la-dynamique-kurde-en-syrie-dans-le-contexte-geopolitique-de-lapres-assad/>].